VERSION RÉVISÉE

CC - 116 M
C. G. - PATRIMOINE
RELIGIEUX

MÉMOIRE

préparé par GRANT - D. MCCONNELL

**Représentant des « autres traditions » à la Table de concertation (02)
des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches**

à l'intention de la Commission de la culture de l'Assemblée nationale

dans le cadre de la consultation sur le Patrimoine religieux du Québec

Janvier 2006

TABLE DES MATIÈRES

- I. Préambule**
- II. Introduction**
- III. Le choix ou la sélection des biens à caractère religieux**
- IV. Types de projets : conservation, mise en valeur, reconversion**
- V. Rôles et responsabilités des acteurs**
- VI. Conclusion**
- VII. Références**

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À LA COMMISSION PERMANENTE SUR LA CULTURE AU NOM DES «AUTRES TRADITIONS» RELIGIEUSES

I. PRÉAMBULE

J'aimerais prendre cette occasion pour remercier les membres de la Commission de la culture de m'avoir invité, en tant que représentant des 'autres traditions' de la Table de concertation (02) de faire partie de cette démarche de réflexion et de consultation sur le Patrimoine religieux. J'ai eu le grand honneur d'être invité comme membre de la Table de concertation (02) des deux régions de Québec et de Chaudière-Appalaches lors de la création de la *Fondation du Patrimoine religieux du Québec* en 1995. J'y siège encore aujourd'hui et suis mandaté de représenter les intérêts de toutes les traditions, sauf celles des catholiques romaines et anglicanes; à titre d'exemple : l'Église unie du Canada, l'Église presbytérienne, l'Église baptiste, etc. Par contre, pour les fins de comptabilité et la distribution des fonds, l'Église anglicane fait partir des 'autres traditions'.

Il faut cependant noter que la Table de concertation (02) mentionnée ci-dessus, lors de ses séances, oeuvre d'une façon œcuménique et collégiale, c'est-à-dire que chacun étudie et participe à la résolution des dossiers présentés lors des réunions, sans tenir compte de la tradition spécifique. En étant un des deux responsables des «autres traditions», je devais contacter leurs responsables et les encourager à préparer et présenter de bons dossiers.

Quant à la composition de la Table (02), il y a trois représentants du ministère de la Culture et des Communication, trois de la tradition catholique romaine et deux représentants des «autres traditions» (un représentant anglican et moi-même).

Pour les fins de cette présentation j'ai préalablement consulté quelques responsables des «autres traditions» (représentants des Églises presbytérienne et baptiste), en vue d'y inclure leurs opinions et préoccupations. Cependant une large portion de mes réflexions provient de mon vécu comme représentant de la Table de concertation (02).

Mes commentaires constituent alors plutôt une synthèse de quelques points de vue qu'une prise de position au nom d'une tradition particulière.

II. INTRODUCTION

Comme vous le savez nous sommes confrontés aujourd'hui avec un problème sérieux de Patrimoine religieux, c'est-à-dire en condensé, *qui est responsable de quoi dans la situation actuelle? Quels édifices ont une valeur culturelle importante comme objets de restauration? Comment gérer sur le terrain les projets de transfert de propriétaire et de reconversion de la vocation?* Le mot *responsable* se réfère ici à la gestion et à la fiscalité des biens d'église. Étant donné que le patrimoine religieux de nos jours est plutôt vu comme un trésor de la collectivité, on a tendance à regarder de plus en plus vers le Gouvernement pour régler le tout, et surtout la note. Si on ne veut pas tomber dans un bourbier, il sera important que chaque partenaire impliqué – les autorités gouvernementales aux niveaux provincial, municipal, de ville et de MRC, et les autorités ecclésiastiques de plusieurs dénominations – acceptent sa part de responsabilité. Dans les mémoires que j'ai consulté tout le monde semble s'entendre pour dire que le leitmotiv de tous nos efforts vers une réussite assurée doit passer par : la *mobilisation* et le *partenariat*. Mais il faut constater aussi les oppositions, «*Car il y a, en fait opposition de deux cultures : celle du culte, du dogme... et celle du patrimoine, qui est collectif, non exclusif et transparent.*» (Nopen et Morisset, p. 126-127). Il est certain que le gouvernement, les spécialistes et la population avertie veulent sauvegarder et restituer cette part des 'biens d'église' que les spécialistes de tout ordre considèrent *irremplaçable*. Il est plutôt certain que les autorités ecclésiastiques veulent garder cette part qui est *praticable*, c'est-à-dire opérationnelle sans nuire à la pratique religieuse. Il y a de plus en plus, entre ces deux positions un flou, en ce qui concerne un transfert de 'biens d'église' en direction du Gouvernement. Dans l'état actuel des choses et, pour éviter une suite de mauvaises surprises et d'urgences à l'avenir, sinon un traitement *ad hoc* de cas par cas en

bousculade, comme on a déjà vu, il sera important de baliser davantage ‘le champ miné’ pour que les enjeux soient mieux connus de tous. Cela pourrait se réaliser avec une *Charte du Patrimoine religieux* qui exigerait avant tout une transition plus ordonnée et réglementée des biens d’église dit *incontournables*, qui passeraient d’une juridiction religieuse à une civile. Du coup, cela clarifierait les responsabilités de chaque partenaire. De plus, cela donnera aussi du temps aux intervenants de traiter le problème d’une façon plus rationnelle, et pour la gérance et pour la fiscalité.

Ce court exposé va essayer de répondre aux trois questions proposées par la Commission permanente sur la culture, soit :

- 1) le choix par la sélection des biens d’église (ceux-ci comprennent les ‘constructions’ et leurs contenus);
- 2) les types de projets de sauvegarde et de reconversion à proposer, et
- 3) les rôles et les responsabilités des acteurs.

III. LE CHOIX OU SÉLECTION DES BIENS A CARACTÈRE RELIGIEUX

Au début de son mandat la *Fondation du Patrimoine religieux du Québec* a défini son champ d’action de la façon suivante :

- i) fournir des fonds à la demande des fabriques pour la restauration d’édifices qui fonctionnaient comme *lieux de culte* et qui le seront encore dans un proche avenir de 5 ans;
- ii) fournir des fonds à la demande des fabriques pour la restauration d’édifices construits *avant* 1945 et utilisés à ces fins depuis plus de cinquante ans (c’est-à-dire une préférence pour les bâtiments historiques à fonction religieuse);
- iii) fournir des fonds à la demande des fabriques pour la restauration d’édifices ayant un *besoin urgent* de travaux extérieurs et intérieurs (‘menace pour la sécurité publique’) et travaux de nature ‘*gros œuvre*’ (fondations, murs porteurs, toitures, clochers, éléments intérieurs).

Bien que ces critères fussent opérationnels et utiles dans un premier temps, rétrospectivement on pourrait dire que le filet fut lancé un peu trop au large et avec une maille trop grande. A titre d'exemple, plusieurs églises ayant une valeur patrimoniale minime mais dont les travaux furent urgents, ont reçu de l'aide financière. Dans un premier temps l'aide pouvait atteindre jusqu'à 85% des frais admissibles. D'autres églises à bonne valeur patrimoniale étaient l'objet d'aucune demande (les fabriques étant mal renseignées, peu intéressées ou incapables de payer leur part des frais) et sont restées sans aide. Finalement, le critère «lieu de culte» n'a pas empêché certaines églises de fermer leurs portes plutôt hâtivement. Quels règlements en place les empêchaient de le faire?

Par contre, il est utile de constater que dans les deux régions de Québec et de Chaudière-Appalaches qui sont gérées par la Table (02), quelques 248 projets¹ furent complétés dans une période de 10 ans (1995-2005) pour un montant total investi de 37 081 063\$ millions, dont 10 130 477\$ millions furent recueillis par les fabriques auprès des paroissiens (calculs basés sur les données fournies par la Fondation du patrimoine religieux du Québec, Montréal). On peut dire aussi que ce programme d'aide, qui tombait à point pour plusieurs fabriques, a probablement 'sauvé' plusieurs églises de fermeture et de ventes précipitées, d'abandons et même de démolitions. Un bel exemple de ceci serait l'Église unie Chalmers-Wesley, dont le clocher est visible de l'Assemblée nationale. Subitement, vers l'année 1993, *Le Soleil* annonçait sa mise en vente en première page. Comme dans bien de situations semblables, la question de l'avenir du bâtiment a été durement débattue par le Conseil (Board) de l'église, mais nombreux furent ceux, qui s'opposaient à la vente sans y voir de solutions pour sa réfection. Le groupe 'des vendeurs' prenait donc la relève, en annonçant la vente de l'église. L'argent, il y en avait pour les frais récurrents, mais non pas pour régler les frais de restauration qui étaient estimés à 800 000\$. Heureusement le programme d'aide de la Fondation a changé l'enjeu et les courtiers furent renvoyés chez eux. En 2003-2004 la Fondation commençait à ajuster son tir avec l'introduction d'un *Inventaire des lieux de culte du Québec*. La première phase inventoriait 2 751 édifices religieux construits avant 1975 au Québec. La deuxième phase, plus sélective, effectuait une évaluation patrimoniale et une classification des églises par Table

(régions) de 1 158 édifices religieux construits avant 1945. Les critères de base de l'évaluation était : i) l'âge de l'édifice, ii) la valeur architecturale, historique et artistique de l'extérieur et, iii) la valeur architecturale, historique et artistique de l'intérieur, c'est-à-dire le degré d'irremplaçabilité de l'édifice. Le but de la classification fut de donner à chaque édifice une côte synthèse de A à E, selon les gammes d'âge et de valeur. Le plan élaboré par la Fondation proposait aussi une classification interrégionale par une seule Table composée d'experts, en vue de vérifier la classification régionale déjà effectuée. A ma connaissance cette classification finale est encore à faire.

La classification, à part sa valeur intrinsèque, a permis pour la première fois et selon une méthode comparative, d'évaluer l'âge et la valeur culturelle des édifices, c'est-à-dire de faire un choix plus sélectif parmi les édifices religieux à restaurer. Cette nouvelle classification ouvrait la porte à un choix amélioré, notamment :

- i) fournir des fonds à la demande des fabriques pour la restauration d'édifices qui fonctionnent comme *lieux de culte* et qui le seront encore sur un horizon minimal de 5 ans;
- ii) fournir des fonds à la demande des fabriques pour la restauration d'édifices classés : (A) Incontournable, (B) Exceptionnel (Le texte des critères mentionne seulement le terme Exceptionnel). Les classifications : (C) Supérieur (D) Moyenne et (E) Significatif seraient exclus pour les cinq prochaines années. Pour la Table (02) dans la région de Québec² les édifices classés A-B (traditions confondues) représentent **40%** du total (44 édifices sur 110); pour la région de Chaudière-Appalaches³ les édifices classés A-B (traditions confondues) représentent **32%** du total (50 édifices sur 156);
- iii) fournir des fonds à la demande des fabriques pour la restauration d'édifices ayant un *besoin urgent* de travaux extérieurs et intérieurs ('menace pour la sécurité publique') et travaux de nature 'gros

- œuvre* (fondations, murs porteurs, toitures, clochers, éléments intérieurs), sécurité et protection;
- iv) fournir des fonds à la demande des fabriques pour la restauration d'édifices à protéger par les mesures de sécurité et qui sont accessibles au public pendant une période d'ouverture minimale;
 - v) fournir des fonds à la demande des fabriques pour la restauration d'édifices dont le formulaire de demande est dûment complété et signé et, le *carnet de santé* (nouveau en 2005), donnant un historique et une projection des coûts de réfection, rempli.

Le but de cette liste de critères révisés fut de cerner d'avantage le problème, en mettant l'accent sur les édifices de mérite culturel; de souligner davantage l'aspect de sécurité (feu, vol, etc.); de chercher un diagnostic sur les besoins financiers à l'avenir; de contrôler les dépenses en fixant l'aide à un *maximum* de 70% de chaque projet. Bien que ces ajustements de critères vont, me semble-t-il, dans la bonne direction, il manque de rigueur à bien des égards, par exemple : « ...un horizon minimal de cinq ans'; ...accessibles pendant une période d'ouverture minimale; assurer la viabilité du bien ...immobilier », et même le niveau maximal fixe de financement à 70% pourrait créer quelques problèmes (voir section V ci-dessous). Bien que la classification réduise le nombre d'églises à financer d'une façon notable, la tâche à parfaire reste encore monumentale. En fait, pour un choix d'églises à l'intérieur de la gamme A-B, je serais tenté de proposer une nouvelle distribution de fonds, au *pro rata* des mêmes régions (Tables), mais basée uniquement sur cette nouvelle classification. Dans un premier temps les subventions iront uniquement aux classifications A-B, *sans égard à la tradition*. Cela donnera une priorité, en vue de terminer dans un temps raisonnable, les édifices classés A-B des 'autres traditions' (Ceux-ci ne sont pas nombreux, mais ils souffrent depuis toujours d'une pénurie chronique de fonds), sans pour autant nuire appréciablement au financement des édifices des Églises catholiques romaines, qui sont bien entendu dans la

majorité et absorbent de toute façon le gros de l'enveloppe⁴. Par exemple, pour la région de Québec il y a *31 églises* classées A-B (traditions confondues : dont 5 des 'autres traditions') ou bien 16% du total régional. Pour la région de Chaudière-Appalaches il y a *48 églises* classées A-B (traditions confondues : dont 6 des 'autres traditions', ou bien 12,5% du total régional. Il faut noter qu'un total de *79 églises* constitue déjà un nombre appréciable et bien au-delà des *50 édifices* visés pour la période de 2005-2010 (calculs basés sur les données fournies par la Fondation du patrimoine religieux du Québec, Montréal et, la Direction générale des interventions stratégiques). Il faut se rappeler que plusieurs de ces églises ont déjà obtenu des fonds de restauration, que plusieurs encore inachevées constituent des cas lourds. Si pour chaque église on ajoute un montant pour la nouvelle priorité, soit la prévention du feu (système de gicleurs), cela risque de fortement saler la note (sans doute 50 000 à 100 000\$ par cas). L'importance de la prévention revient périodiquement en haut de la liste de priorités avec la destruction d'une église par les flammes, (voir le dernier incendie du 7 janvier 2006 qui a grandement endommagé l'église Christ-Roi à Levis, mais surtout l'orgue récemment rénové au prix de 1\$ million).

IV. TYPES DE PROJET : CONSERVATION, MISE EN VALEUR, RECONVERSION

L'objectif premier de la *Fondation du patrimoine religieux du Québec* fut de «*restaurer leurs édifices (de l'Église) à vocation religieuse*» par un programme d'Aide, mis sur pied par la Corporation (Fondation) et le ministère de la Culture et des Communications. On a exposé et commenté ci-dessus les critères du programme établi et les adaptations que ceux-ci ont subies à travers une période

de 10 ans. Le type normé de projet subventionné fut toujours celui de «structures et de gros œuvres» pour les édifices de culte, afin de les aider à garder leur vocation pour les années à venir. Bien que la restriction de temps allouée pour un changement potentiel de vocation fût seulement de 5 ans – une période de temps relativement courte (calculé à partir du début ou de la fin du projet?) - non seulement ce règlement n'a pas toujours été respecté, mais il arrivait à l'occasion qu'une restauration partielle fournissait un prétexte de faire le saut vers un changement de vocation accompagné d'une vente. Un exemple de ceci est l'ancienne église de Saint-Cœur-de-Marie sur la Grande-Allée à Québec qui fut vendue en 2002 pour une reconversion douteuse ('Palais d'Art' de basse gamme). Avant la vente en 1998 un investissement tripartite de presque un million \$ fut fait sur le clocher 'en grand danger de tomber'. Le nouveau propriétaire, depuis, semble s'enliser dans la réfection des murs (maçonnerie) et laisse traîner les échafaudages sur le mur est de l'édifice depuis 2 ans.

Les cas désastreux, les volte-face, comme une levée de fonds suivi d'une fermeture, les tergiversations comme une nouvelle levée de fonds suivie d'une levée de fonds (par ex. Saint-Jean-Baptiste à Québec), sont malheureusement assez fréquents dans le contexte actuel. Mais ce qui est devenu un problème plus sérieux c'est la possibilité d'un exode vers le marché de toutes sortes d'édifices de culte d'une valeur patrimoniale inégale, mais qui représentent en même temps des espaces verts, ou bien constituent une partie intégrale de sites communautaires/urbains bien intégrés et forts intéressants. En reprenant la suggestion proposée ci-dessus d'une *Charte du patrimoine religieux*, il serait important que celle-ci ait aussi comme mandat de gérer cet exode ou reconversion d'édifices classés A-B-C (ceux classés D et E devraient être entièrement la responsabilité des fabriques ou des diocèses), qui sont à la recherche d'une nouvelle vocation encore à déterminer. «Résoudre le «problème» des églises au Québec impose donc qu'on s'interroge moins sur ce qu'on va garder, mais bien davantage sur ce qu'on va faire avec.» (Noppen et Morisset, p.322). Je dirais plutôt qu'il faut s'interroger sur les deux aspects du problème, parce que bien gérer la sélection va influencer sur le succès de la reconversion. Ce transfert et reconversion de biens d'Église en biens

d'État devront, pour les édifices classés, se faire par étape, accompagnés de formalités requises, à travers une période de temps contrôlée et, imposer des restrictions sur les modifications permises avec emphase sur la préservation et la fonctionnalité/utilité à déterminer. Les frais de modifications ou d'adaptations en partenariat devraient être prévus dans certains cas. La reconversion et vente des édifices constituent un traitement fort délicat, d'où l'importance d'un chemin tracé et balisé et le tout à surveiller par un corps constituant, ayant un mandat de fiduciaire.

Les édifices classés A-B-C qui ne requièrent pas un changement radical de vocation constituent une autre catégorie d'édifices, dont le sort est plus facile à régler. *«Il semble évident que le meilleur sort d'une église soit de rester une église;»* (Noppen et Morisset, p.324). Par exemple, une église catholique romaine qui devient une église évangélique, ou même une église qui devient une bibliothèque, où l'ensemble immobilier reste inchangé. Pour les églises de taille importante, la transformation est plus problématique et la gamme des choix pratiques plus limités. A titre de suggestion, au moins une grande église par région pourrait se convertir en Musée régional d'art sacré et/ou Centre d'interprétation, un instrument potentiel pour l'éducation, le tourisme et la culture.

V. RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES ACTEURS

Les acteurs principaux, nous les avons déjà identifiés ci-dessus : 1) les autorités ecclésiastiques, mais avant tout la participation active des paroissiens et paroissiennes dans leurs églises et communautés, qui sont, en règle générale, à la défense de *leur* patrimoine religieux. 2) les autorités (politiciens, fonctionnaires, techniciens) et les instances gouvernementales (ministères, villes, municipalités, MRC), qui cherchent à établir le cadre et les règlements pour gérer le patrimoine religieux toujours en mouvance et 3) les intervenants (spécialistes, académiques,

citoyens impliqués) de plusieurs milieux, qui essaient d'intervenir, de critiquer et d'influencer la situation changeante.

En règle général, les autorités ecclésiastiques et les paroissiens ont la responsabilité de gérer *avec sagesse et imagination* les biens d'église, dont ils sont les propriétaires de première instance. Les autorités et les instances gouvernementales ont la responsabilité et le droit, en dernière instance, de définir et de circonscrire le contenu de ce qu'on appelle le Patrimoine religieux pour assurer sa sauvegarde. Si tout le monde répète souvent à qui veut l'entendre, que «*Il est illusoire de croire que l'on puisse tout conserver*» (Mémoire : Comité diocésain de l'Église anglicane de Québec et de Montréal, p.19), il reste que chaque autorité préférerait minimiser sa responsabilité et maximiser celle des autres, tout en maximisant son propre champ d'autorité. «*Que les églises, peu importe leur âge ou leurs qualités au plan architectural ou artistique, méritent d'être considérées comme des lieux porteurs d'une histoire et comme symboles identitaires qui témoignent de la culture...* » (Mémoire : Comité diocésain du patrimoine religieux de l'Église catholique du Québec, p.18).

Pour éviter tout hémorragie de transferts (on ne peut pas les stopper) et de reconversions des églises, il faudrait dans les 10 prochaines années, consacrer annuellement des montants importants à leur réfection et leur recyclage. (Si on cherche un chiffre magique, on pourrait dire une *garantie* de 25-30\$ million par année pour 10 ans). Mais pour 'tout boucler' il faudrait que l'aide versée soit ponctuelle, c'est-à-dire :

- 1) seulement pour les églises classées A-B-C avec emphase sur les églises A et, puis B, dans un premier temps;
- 2) les montants distribués par la Tables de concertation (pointage) seraient au *pro rata* du nombre d'églises classées A et B et non pas selon les tradition religieuses. Le système de pointage basé sur le nombre relatif d'églises, pénalise indûment les 'autres traditions'. Par exemple, le budget accordé cet automne (2005) de 11 200 000\$ donnait à la région de Québec 1 294 000\$, dont seulement 135 600\$ aux autres traditions, argent qui servirait à un seul projet de taille moyenne qu'il faut ensuite partager entre les 3 traditions en lisse, pour un moyen de 45 200\$ par

tradition. À ce rythme cela prendrait au moins une autre décennie de compléter les 4-5 églises «autres traditions» classées A-B de la région de Québec.

3) une priorité serait donnée aux Tables régionales à situations complexes/spéciales; à titre d'exemple la région de Québec pour son quatre centième anniversaire en 2008 et la région de Montréal pour le grand nombre d'églises⁵.

Régler les gros problèmes de la réfection des structures ne sauvera pas toutes les églises d'une reconversion, mais va quand même, lors de ces reconversions, garantir des édifices en relative santé, donc mieux préparer pour un rôle nouveau;

4) le montant seuil de 70% des dépenses légitimes permises (sans doute mise en place pour limiter les coûts), pourrait créer des problèmes financiers pour les cas lourds, où les frais de 30% à fournir pour la dite église pourraient tout simplement annuler un projet valable par manque de fonds. La règle mobile de «*jusqu'à 85% des coûts, mais selon les moyens de payer*», ce qui voulait dire «*pas nécessairement 85%*», s'avère plus réaliste dans les circonstances.

Par exemple l'église St-Andrew à Québec (complexe historique de 3 bâtiments) a déjà fournit 28% des fonds (265 000\$ depuis 2000) pour trois projets subventionnés pour un coût total de 949 000\$ (une intervention par bâtiment), mais dans le processus la fabrique a grevé dangereusement ses réserves de fonds. Les coûts estimés (en 2005) de la restauration complète des trois bâtiments sont encore de 500 000\$, que la fabrique ne pourrait probablement pas supporter au taux de 30%. La protection contre les incendies dans les trois bâtiments est déficiente. Le nombre de paroissiens inscrit : 30. (Rapport de Guy Morisset).

Par contre, s'il faudrait absolument poser les barèmes pour les édifices classés, je proposerais 85% max. (mais pas nécessairement 85%) pour les églises classées A, 80% pour celles classées B et, 75% pour celles classées C.

Sans créer des objectifs très ciblés, accompagnés d'un financement ponctuel et concentré, on risque de plaire un peu à tout le monde, sans pourtant vraiment gérer et régler 'le parc immobilier du patrimoine religieux' et son contentieux, en tant que 'bon père de famille'.

VI. CONCLUSION

Dans ce mémoire j'ai tâché avant tout d'être pratique et terre à terre, et essayé de voir les vrais enjeux du problème dans ses grandes lignes et voulu proposer dans la mesure de mon expérience de la matière, un encadrement au problème qui donnera quelques pistes de sortie. Parce que cela implique aussi des gros sous et, que le gouvernement ne peut pas de toute évidence tout payer et tout soutenir, il faudrait non seulement responsabiliser les partenaires de toujours, mais regarder aussi du côté du privé, qui pourrait à l'occasion et dans l'encadrement d'un projet communautaire, centenaire, etc., faire des dons ponctuels, en collaboration avec d'autres donateurs. Il est certain que pour soulever ce grand défi, cela prendra un plan d'ensemble bien coordonné, un encadrement et des règlements bien compris par tous les intervenants, un financement soutenu *annuellement* et, de toute instance, un traitement détaillé des cas.

Notes :

- 1) Cela se traduit par 147 édifices dont plusieurs ont profité de plus d'un projet. Le nombre de ces édifices en bon état sera à calculer.
 - 2) Les édifices inclus sont : les églises (31) et les chapelles conventuelles (13).
 - 3) Les édifices inclus sont : les églises (48) et les chapelles conventuelles (2).
 - 4) Pour la région de Québec les subventions déjà accordées aux églises catholiques et les communautés religieuses sont de l'ordre de 14, 382 485\$; celles accordées aux «autres traditions» sont de l'ordre de 2 403 379\$.
- Pour la région de Chaudière-Appalaches les subventions déjà accordées aux églises catholiques sont de l'ordre de 9, 874 221\$; celles accordées aux «autres traditions» sont de l'ordre de 290 492\$.
- 5) Il faut noter que certaines régions ont moins d'églises classées A-B que d'autres et, au fur et mesure que ces régions sont «complétées», les argents traditionnellement accordés à ces régions pourraient être transférés dans les régions de fortes demandes.

VII. RÉFÉRENCES :

- Compte rendu de l'Église presbytérienne de Québec (Guy Morisset).
- Divers articles de journaux
- Fondation du patrimoine religieux du Québec, Montréal (données fournies).
- Inventaire des lieux de culte du Québec (lieuxdeculte.qc.ca)
- Mémoire du Comité diocésain du patrimoine religieux de l'Église catholique de Québec.
- Mémoire des diocèses de l'Église anglicane de Québec et de Montréal.
- Nopen, Luc et Morisset, Lucie K. : *Les églises du Québec, Un patrimoine à réinventer*, PUL, 2005.